Contribution du 2 mars 2014, par Belladone

Aspect financier.

Pourquoi, dans nos secteurs ventés de façon plus qu'aléatoire, les promoteurs démarchent-ils systématiquement nos petites communes? Voici quelques éléments du pot aux roses, avec :

- un système de primes à la non-performance : moins il y a de vent, plus les subventions sont importantes, d'où une recherche frénétique non pas du vent mais d'emplacements,
- des machines payées en grande partie par le contribuable,
- au niveau fiscal, de graves déconvenues en perspective pour nos élus et surtout nos concitoyens !

lire : ed. Encyclopédia Universalis, La science au présent 2011, Tempête sur le front de l'éolien par B. Chanetz et S. Jacob.

Encyclopédia Universalis

La science au présent 2011 (une année d'actualité scientifique et technique)

Tempête sur le front de l'éolien (extraits)

Bruno Chanetz, professeur associé à l'université de Paris-Ouest, directeur adjoint du département aérodynamique fondamental et expérimental de l'O.N.E.R.A.

Samuel Jacob, managing director, Frontint Partners, Londres

Le développement de l'éolien industriel repose sur une idée séduisante : la production d'électricité propre et renouvelable. La technologie est mature ; aussi la controverse n'est-elle pas d'ordre scientifique, mais d'ordre économique, sociétal et écologique. Afin d'encourager cette filière, le gouvernement français a mis en place un tel ensemble d'aides et d'exemptions d'impôt que la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale s'est interrogée sur la légitimité d'un développement aussi largement subventionné (« rapport d'information déposé par la mission d'information commune sur l'énergie éolienne », dit rapport Ollier). Cette controverse économique se double d'une controverse sociétale : la distance minimale entre une éolienne et une habitation est de 500 mètres en France – contre deux kilomètres en Amérique du Nord -, une situation qui provoque un rejet de la part des riverains et une méfiance de la part des populations concernées par les futurs projets. La multiplication des recours devant les tribunaux compromet désormais la réalisation des objectifs figurant dans le Grenelle de l'environnement (20 p.100 d'énergie renouvelable en 2020). Le développement de l'éolien offshore à une grande distance des côtes offre actuellement la meilleure alternative pour une filière très contestée dans ses applications terrestres. Soulignons que l'énergie éolienne, forcément liée aux aléas météorologiques, impose de garder en fonctionnement des centrales thermiques aptes à se substituer instantanément aux éoliennes en panne de vent. Ces centrales contribuent alors massivement à la production de dioxyde de carbone, que l'éolien était censé combattre, aboutissant ainsi à une controverse écologique.

...

Un modèle économique largement subventionné

Le 5 juin 2001, la Commission de régulation de l'électricité (C.R.E.) émettait un avis négatif sur les tarifs de reprise de l'électricité d'origine éolienne, considérant que ceux-ci procuraient « des rentes indues aux producteurs éoliens ». Or ces tarifs ont depuis lors augmenté. En 2006, le gouvernement français a décidé d'encourager les opérateurs éoliens en imposant un tarif d'achat de l'électricité produite à un prix fixe garanti de 86 euros par mégawattheure (à comparer au coût de production d'une centrale nucléaire classique : 43 euros par mégawattheure). E.D.F. est forcée d'acheter cette électricité pendant dix ans à ce prix. Au bout de ces dix ans et pendant cinq ans encore, E.D.F. est toujours tenue d'acheter cette électricité, mais à un prix moins élevé.

De plus, afin d'inciter à un développement sur l'ensemble du territoire, le tarif de rachat de la onzième à la quinzième année est modulé suivant la production : de 68 euros par mégawattheure pour un site peu exposé à 32 euros par mégawattheure pour un site mieux exposé, soit **une prime à la non-performance !** L'effet pervers de ces incitations conduit E.D.F. à devoir acquérir de l'électricité, même en période creuse de consommation, sans pour autant avoir de garantie d'en obtenir aux heures de pointe.

Chaque opérateur d'éoliennes bénéficie de surcroît d'un amortissement fiscal accéléré de ses investissements : 80 p.cent la première année ; en d'autres termes, l'Etat – donc les contribuables – paie, grâce à cette niche fiscale, 80 p.cent de l'éolienne. L'opérateur n'est pas non plus assujéti à la taxe foncière pendant les deux premières, ni à l'impôt sur les sociétés pendant les cinq premières années de la vie du projet.

Le retour sur investissement (taux de rentabilité interne) se situe entre 11 et plus de 40 p.100 par an en fonction des conditions climatiques, et cette rentabilité exceptionnelle est garantie pendant quinze ans.

Jean-Pierre Pervès a évalué à 295 millions d'euros le surcoût pour E.D.F. des 6 800 000 mégawattheures produits en 2009 : 136 ont été facturés aux clients privés via « la contribution au service public d'électricité » ; le surplus – 159 millions d'euros – a été pris en charge par E.D.F., ce qui revient à diminuer sa compétitivité et ce surcoût se répercutera un jour ou l'autre sur les prix à la consommation. Il a établi une projection pour l'année 2020 avec l'hypothèse de réalisations des objectifs du Grenelle de l'environnement et hors investissement sur les réseaux et moyens de production de secours : le surcoût avoisinerait 6,16 milliards d'euros, ce qui représente 220 euros par foyer.

Compte tenu des aides étatiques, la filière éolienne est donc très profitable et il n'est pas étonnant qu'elle suscite bien des convoitises de la part des grands groupes. Afin de faire une entrée accélérée sur le marché, G.D.F. Suez a ainsi acquis au début de 2008 50,1 p.cent de la Compagnie du vent, P.M.E. de 60 salariés, pour un montant de 640 millions d'euros, soit 58 années de son chiffre d'affaires. G.D.F. Suez achetait en fait le portefeuille des accords auprès des maires ruraux et des propriétaires terriens, car le défi auquel doivent désormais faire face les opérateurs est la recherche non pas de gisements favorables en terme de vent que de territoires propres à devenir des zones de développement éolien (Z.D.E.).